

La Ligue du Nord refuse que l'Italie « s'agenouille » devant la France

Le Monde
29 avril 2011

Le parti autonomiste et anti-immigrés reproche à Silvio Berlusconi d'avoir cédé à Nicolas Sarkozy lors du sommet franco-italien de Rome

Rome
Correspondant

Nous sommes devenus une colonie française», a accusé Umberto Bossi, leader de la Ligue du Nord. Au lendemain du sommet franco-italien de Rome du 26 janvier, le parti autonomiste et anti-immigrés, principal allié de Silvio Berlusconi au Parlement et au gouvernement, a adressé un sévère rappel à l'ordre au président du conseil. Mercredi 27 avril, *La Padania*, le quotidien du parti, titrait sur toute sa « une » : « Berlusconi s'agenouille devant Paris ».

La Ligue a la désagréable impression de « s'être fait avoir ». Le parti grâce auquel M. Berlusconi survit politiquement ne voulait pas d'intervention en Libye. Il souhaitait mettre un frein à l'appétit des entreprises françaises. Il voulait surtout se débarrasser des migrants tunisiens en facilitant leur entrée en France. A la place, il doit avaler les bombes lâchées par les chasseurs italiens en Libye, la bénédiction donnée par le président du conseil à l'OPA de Lactalis sur Parmalat, et

une demande de révision du traité de Schengen qui ne règle aucun problème immédiat.

Ce n'est pas la première fois que M. Bossi manifeste sa mauvaise humeur. Chaque fois, M. Berlusconi a réussi à l'amadouer au cours des dîners hebdomadaires entre les deux hommes, le lundi soir, dans la villa du chef du gouvernement à Arcore. M. Berlusconi se fait fort, a-t-il expliqué à ses proches, de convaincre son allié du bien-fondé de ses décisions : « *Umberto dit ça pour plaire à son électorat* », dit-il. Mais le conseil des ministres prévu mercredi a été reporté afin de ne pas exposer les dissensions, et la Ligue exige un vote au Parlement sur l'intervention en Libye.

Electeurs choqués

M. Bossi se flatte d'avoir toujours su traduire le sentiment de son électorat composé de petits entrepreneurs du nord de l'Italie. Ceux-ci se présentent comme des honnêtes gens, peu intéressés par les questions internationales, attentifs à la bonne santé industrielle du pays et à leurs affaires, attachés à la

légalité et plutôt stricts sur la question des mœurs.

Les révélations sur la vie privée dissolue du Cavaliere et l'énergie qu'il déploie pour échapper à la justice ont déjà choqué certains électeurs. Les sites Internet des organes de communication de la Ligue (journal et radio) débordent de prises de position demandant aux dirigeants de « *quitter* » le gouvernement de M. Berlusconi.

L'approche des élections administratives (municipales) du 15 et 16 mai rend la situation plus tendue qu'à l'ordinaire. La Ligue qui se présente parfois seule, parfois dans une coalition avec le Parti des libertés (PDL) fondé par M. Berlusconi, ne souhaite pas lier son sort à celui du premier ministre. M. Bossi est jusqu'alors parvenu à ne pas apparaître dans un meeting électoral au côté du premier ministre. « *Nous accusons M. Berlusconi de n'avoir pas défendu nos positions et de s'être fait renverser par la puissance française*, conclut l'éditorial de *La Padania*. A quelques jours des élections, le tableau est sombre. » ■

Philippe Ridet